



Appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche

**Dans l'enseignement supérieur et la recherche,
toutes et tous en grève et dans les manifestations
le 18 septembre pour un autre budget
et pour l'avenir du service public de l'ESR !**

Depuis les annonces budgétaires de F. Bayrou à la mi-juillet, une forte colère s'exprime contre la volonté politique d'imposer à la population une austérité injuste alors que l'augmentation de la dette publique évoquée est le résultat prévisible de la politique de cadeaux fiscaux menée depuis des années. Ce qui creuse la dette, ce sont les baisses d'impôts pour les riches et les 211 milliards d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises, pas les nécessaires et urgents investissements pour l'avenir du service public de l'ESR et de ses personnels !

Ces choix budgétaires nourrissent le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême droite si dangereuses pour la cohésion sociale et que nous voyons tous les jours, avec inquiétude, s'ancrer dans notre quotidien. Ils contribuent aussi à aggraver la crise sociale et démocratique que traverse notre pays depuis le passage en force du président de la République sur la réforme des retraites.

Nous réaffirmons que d'autres choix sont nécessaires et possibles. La colère est réelle et la chute du gouvernement Bayrou en est une conséquence. La rapide nomination de Sébastien Lecornu comme Premier ministre confirme l'isolement du président de la République qui choisit de maintenir son cap coûte que coûte.

C'est pourtant d'une tout autre politique et d'un tout autre budget dont l'ESR a besoin.

Les budgets successifs ont des conséquences catastrophiques pour l'enseignement supérieur et la recherche, pour les étudiant·es, les personnels, pour leur santé et pour les conditions de travail et d'études. La plupart des universités françaises sont en déficit, la sélection matérialisée par Parcoursup et MonMaster laisse nombre d'étudiant·es sans solution et les moyens en temps et en financement pour la recherche sont insuffisants. Le pilotage via les appels à projets associé à la diminution des dotations pérennes contraignent de plus en plus la liberté académique. L'augmentation de 500 M€ par rapport à la loi de finance initiale 2025 dont le ministère se félicite ne correspond en réalité qu'à l'augmentation prévue de la loi de programmation de la recherche déjà largement en deçà des besoins.

Le sous-financement récurrent sape les fondements mêmes du service public d'enseignement supérieur et de recherche auquel nous sommes farouchement attaché·es en déléguant au privé des missions relevant du service public et en le finançant par des subventions publiques. Nos organisations appellent à se mobiliser pour défendre le service public d'enseignement et de recherche parce qu'il est le seul permettant un accès aux études supérieures et la réussite pour toutes et tous, qu'il constitue un creuset de mixité sociale et un investissement indispensable à moyen et long terme pour l'avenir et le progrès de la société.

Par ailleurs, nos organisations exigent l'augmentation du point d'indice et une revalorisation salariale pour toutes et tous les personnels, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la revalorisation des heures de vacances et leur mensualisation effective, la prise en compte de l'inflation des budgets de fonctionnement et la compensation du glissement vieillesse technicité (GVT) et de l'augmentation de 4 points du « CAS pension ». Elles exigent également l'abandon de toutes mesures qui conduiraient à une augmentation des frais d'inscription.

Elles exigent le développement du CROUS et de l'aide au logement et la mise en œuvre d'une réforme systémique des bourses, avec une large augmentation des montants et du nombre de bénéficiaires notamment.

La mise aux normes et la rénovation énergétique des 60 % de bâtiments délabrés est également urgente et doit être financée. Nous demandons un budget qui permette de financer les 150 000 places qui manquent pour accueillir les jeunes et répondre à leurs projets ainsi que les dispositifs didactiques pour éviter les échecs, de créer les 12 000 postes de titulaires qui permettraient de pouvoir remplir les missions d'enseignement et de recherche dans de bonnes conditions, de mettre en place un plan pluriannuel de recrutement d'agent·es titulaires et de titulariser les agent·es contractuel·les recruté·es sur fonction pérenne... Rien de tout cela n'est financé.

Notre modèle social est en péril. La gravité de la situation appelle une réaction forte et déterminée : c'est le moment d'agir, dans la suite des mobilisations des derniers jours dans lesquelles la jeunesse s'est largement exprimée, afin de gagner un autre budget et refuser tout budget d'austérité. C'est par la mobilisation de toutes et tous que nous pourrions le gagner. La participation de chacune et chacun à cette journée sera décisive.

Dès maintenant, nos organisations :

- appellent à organiser des heures d'informations syndicales pour faire le bilan de la rentrée, informer les collègues et les étudiant·es du caractère brutal, injuste et inacceptable des mesures d'austérité ;
- soutiennent les mobilisations locales en lien avec le 18 septembre décidées et menées dans le cadre de l'intersyndicale pour dénoncer les conditions de rentrée, refuser l'austérité et exiger des moyens à la hauteur des besoins ;
- appellent à se mobiliser par la grève et la manifestation le jeudi 18 septembre et à se réunir pour discuter des suites.

Nos organisations restent en contact pour faire un point en amont de la journée de mobilisation du 18 septembre et se reverront rapidement après le 18 septembre pour prendre toute initiative nécessaire.

Paris, le 15 septembre 2025